

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2019

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

SÉRIE ES

Obligatoire

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 4 heures - COEFFICIENT : 7

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 9 pages numérotées de 1/9 à 9/9.

Le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Le protectionnisme est-il souhaitable ?

DOCUMENT 1

Droits de douane en pourcentage du prix des produits importés (en %)

	2001	2013
Monde	6,9	4,2
Pays les moins avancés	11,7	9,0
Pays en développement	13,5	6,9
Pays développés	3,2	2,6

Source : d'après CEPII, 2018.

DOCUMENT 2

La Russie a enregistré le nombre le plus élevé de nouveaux obstacles [au commerce international] en 2016, ce qui porte à 33 le nombre des obstacles existants pour ce pays et le place également à la première place pour ce qui est du nombre total d'obstacles au commerce enregistrés.

Les subventions [...] comptaient parmi les principaux obstacles signalés pour la Russie [...]. Le gouvernement a publié deux décrets prévoyant des aides à l'exportation prélevées sur le budget fédéral en faveur des entreprises des secteurs [automobile et machines agricoles] opérant en Russie.

Le gouvernement a également introduit des restrictions spécifiques à la participation d'entreprises étrangères à des projets d'investissement menés par des entreprises d'État ou des entreprises privées bénéficiant de subventions de l'État. [...]

En outre, la Russie a adopté deux nouveaux obstacles liés à des certifications* concernant le secteur du ciment et le secteur pharmaceutique [...]. Pour le ciment, elle a introduit des exigences de certification obligatoire tout en ne délivrant pas de certificats aux entreprises importatrices (sauf pour le ciment blanc) [...].

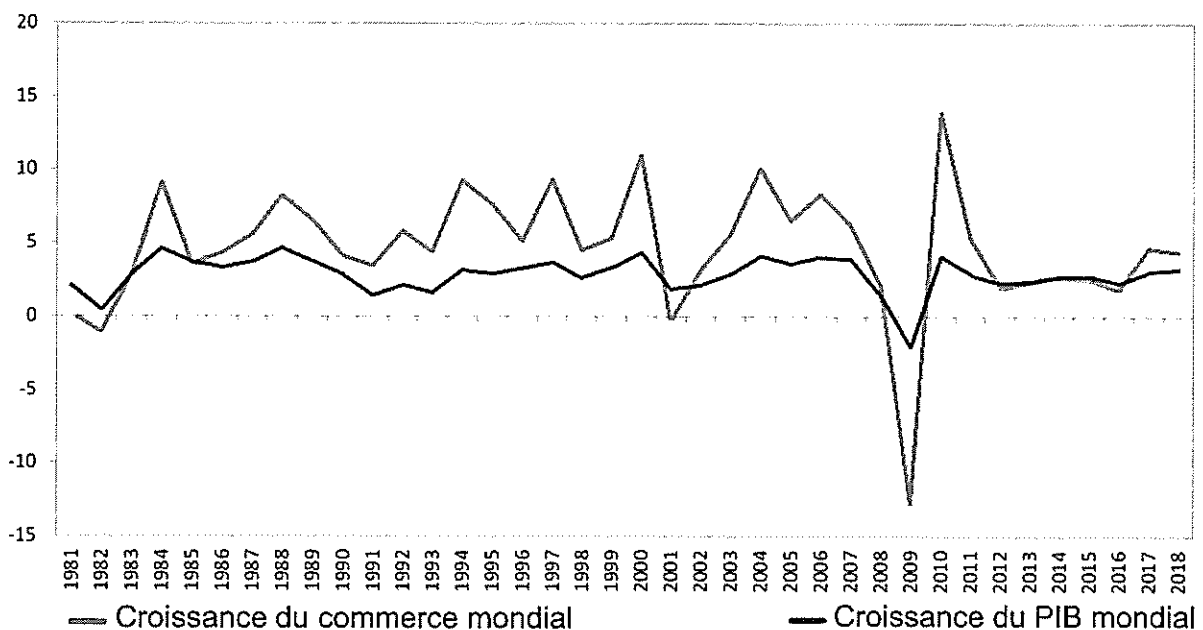
Source : d'après Commission Européenne, 2018.

* Les certifications attestent la conformité de produits à des normes techniques en vigueur dans un pays.

DOCUMENT 3

Évolution en volume du commerce mondial des marchandises et du PIB

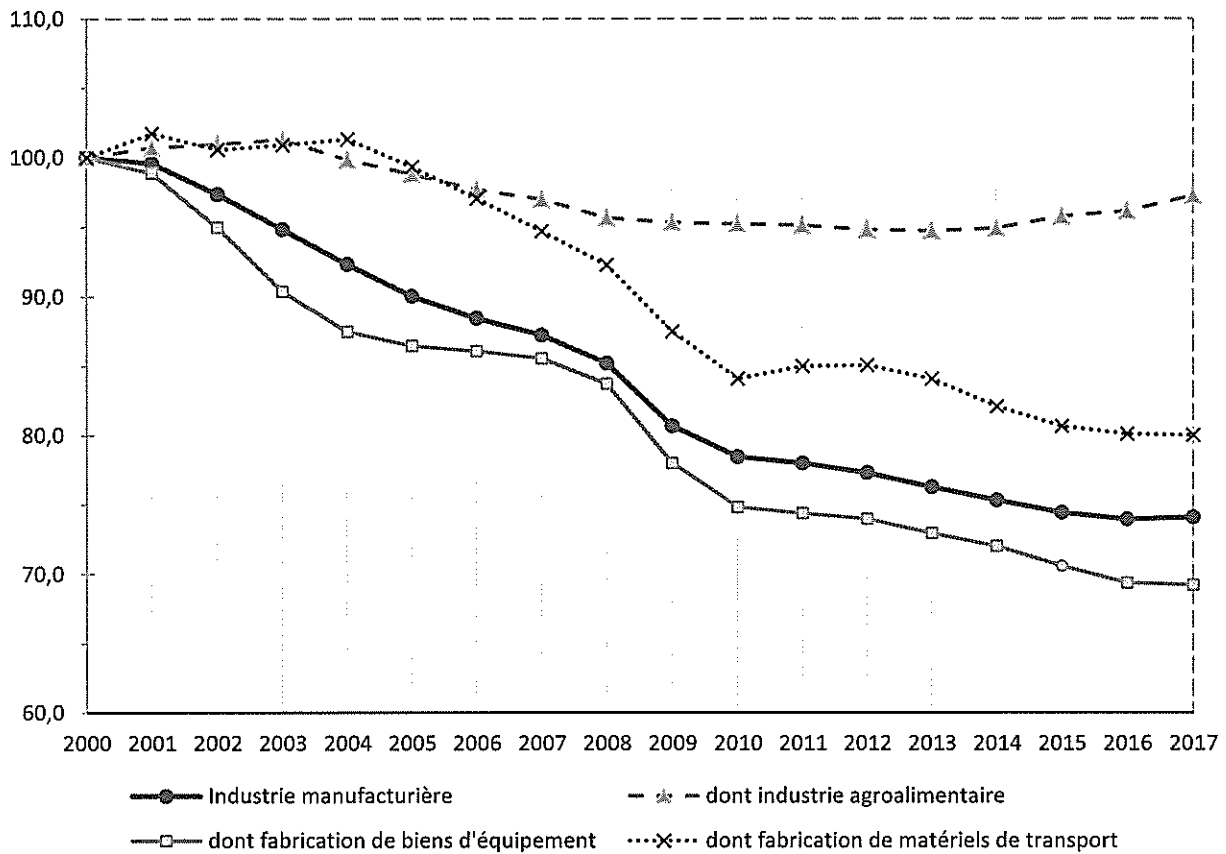
Variation annuelle en %



Source : OMC, 2018.

DOCUMENT 4

Évolution de l'emploi salarié dans l'industrie manufacturière* (indice base 100 en 2000)



Champ : France, emploi salarié hors intérim dans l'industrie manufacturière.

Source : d'après « L'industrie manufacturière en 2017 », *INSEE Première*, juillet 2018.

* Les industries manufacturières sont des industries de transformation des biens.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement de l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

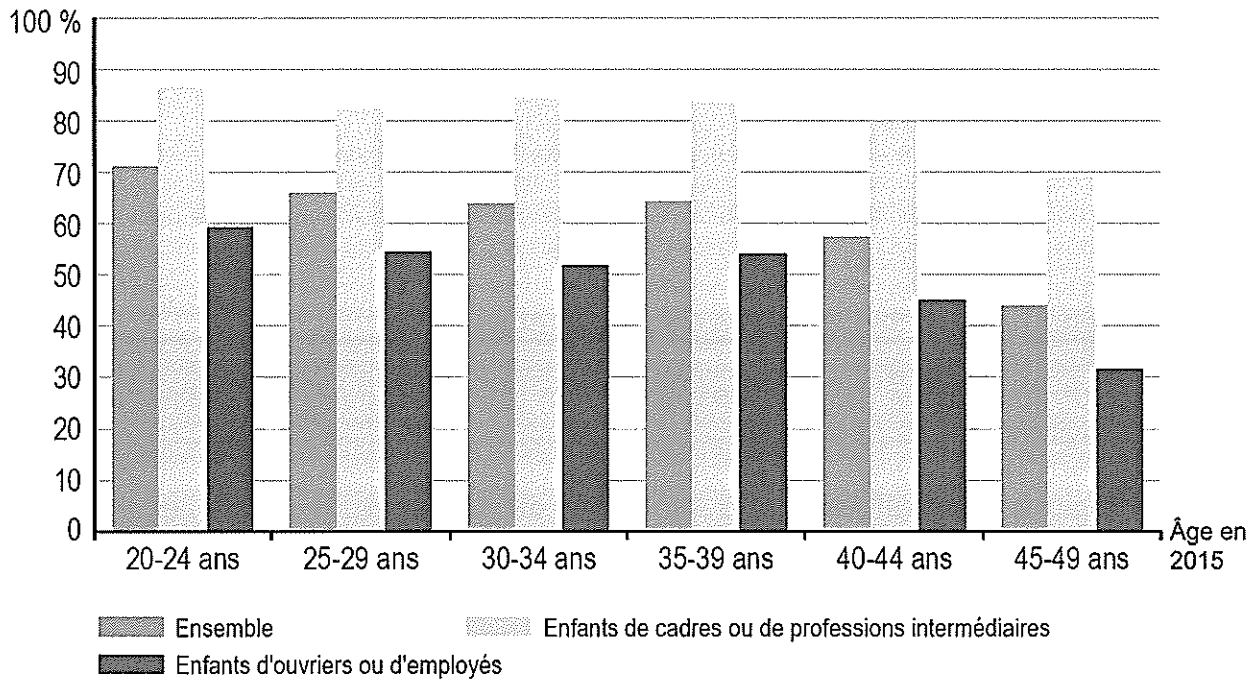
Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Vous montrerez que la taxation peut être un outil de préservation de l'environnement. (3 points)
2. Comment l'insuffisance de la demande anticipée peut-elle expliquer le chômage ? (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous comparerez la proportion de bacheliers selon la génération et selon le milieu social en 2015.

Part de bacheliers en % selon l'âge et le milieu social en France en 2015



Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur, 2017.

**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que le travail conserve son rôle d'instance d'intégration sociale.

DOCUMENT 1

**Niveau de vie ¹ et taux de pauvreté ² selon le statut d'activité
en France en 2015**

	Niveau de vie médian (en euros 2015)	Personnes pauvres (en milliers)	Taux de pauvreté (en %)
Actifs occupés	22 500	1 987	7,8
<i>Salariés</i>	22 490	1 475	6,5
<i>Indépendants</i>	22 680	512	17,3
Chômeurs	14 060	1 092	37,6
Retraités	21 080	1 028	7,3
Autres inactifs	15 260	1 977	32,1
Ensemble de la population	20 300	8 875	14,2

Champ : France Métropolitaine.

Source : d'après « Les niveaux de vie en 2015 », *INSEE Première*, septembre 2017.

1 : Le niveau de vie correspond au revenu disponible d'un ménage en tenant compte de sa composition.

2 : Le taux de pauvreté mesure la proportion d'individus appartenant à un ménage dont le niveau de vie est inférieur à un certain pourcentage du niveau de vie médian (ici 60 %).

DOCUMENT 2

Dans nos sociétés, l'intégration professionnelle assure aux individus la reconnaissance de leur travail, au sens de leur contribution à l'œuvre productive, mais aussi, en même temps, la reconnaissance des droits sociaux qui en dérivent.[...] L'exemple des revendications récentes des professionnels des arts et du spectacle en faveur d'une meilleure protection sociale permet de comprendre à quel point l'intégration professionnelle ne passe pas uniquement par l'affirmation de soi dans l'univers du travail, mais qu'elle implique également la reconnaissance de droits dérivés de la logique protectrice de l'État-providence. [...]

On peut donc définir [...] l'intégration professionnelle comme la double assurance de la reconnaissance matérielle et symbolique du travail et de la protection sociale qui découle de l'emploi. On peut estimer que la première condition est remplie lorsque les salariés disent qu'ils éprouvent des satisfactions au travail [...]. La deuxième condition sera remplie si l'emploi exercé n'est pas aléatoire et qu'il implique une certaine durée, autrement dit, lorsqu'il permet au salarié de planifier son avenir. [...] Dans ce cas, les salariés peuvent élaborer des projets de carrière et s'investir dans le travail pour les réaliser. Les satisfactions qu'ils en retirent sont l'expression d'une intégration réussie dans l'entreprise, en particulier dans les relations avec les collègues et les supérieurs hiérarchiques.

Source : *Le salarié de la précarité*, Serge PAUGAM, 2007.

DOCUMENT 3

Quelques indicateurs de relations sociales au travail (en %)

	1998	2016
Être aidé en cas de travail délicat :		
- Par les supérieurs hiérarchiques	59,4	66,3
- Par les collègues	72,4	80,1
Situations de tension dans les rapports :		
- Avec les collègues	21,1	21,2
- Avec le supérieur hiérarchique	30,2	26,3
Avoir pour effectuer son travail correctement :		
- La possibilité de coopérer	86,0	90,8
- Suffisamment de collaborateurs	55,0	61,7
Discussions collectives sur les questions d'organisation du travail	69,0	79,3
Contact avec le public (clients de l'entreprise, usagers des services publics...)	62,3	72,9

Champ : salariés de France métropolitaine.

Source : d'après « Quelles sont les évolutions récentes des conditions de travail et des risques psychosociaux ? », *Dares Analyses*, décembre 2017.

Lecture : en 2016, 90,8 % des salariés déclarent avoir la possibilité de coopérer pour effectuer leur travail correctement.

